25 POLICIERS ASSASSINÉS DANS LE SINAÏ

L'Égypte s'engage dans l'engrenage de la violence

La spirale des violences s'accélère avec 25 policiers et 37 détenus islamistes tués en moins de 24 heures en Egypte, où soldats et policiers font face aux partisans du président destitué Mohamed Morsi, les qualifiant de «terroristes».

Dans la péninsule désertique du Sinaï, base arrière de nombreux groupes islamistes armés, des assaillants ont attaqué lundi à la roquette deux minibus de la police, tuant au moins 25 policiers qui se rendaient à Rafah. C'est l'attaque la plus meurtrière visant les forces de l'ordre depuis des années.

Dimanche soir, dans des circonstances encore troubles, 37 détenus issus de la confrérie des Frères musulmans, ont péri asphyxiés dans un fourgon qui les transportait vers une prison du Caire, la police évoquant une tentative d'évasion. Le camp de Mohamed Morsi a dénoncé un «assassinat». Les autorités annoncent régulièrement depuis le début des manifestations pro-Morsi l'arrestation de centaines d'islamistes.

Plus de 800 personnes, des manifestants pro-Morsi pour la très grande majorité, ont été tués en six jours dans tout le pays, dont près de 600 mercredi quand les forces de l'ordre ont voulu disperser les rassemblements des Frères musulmans au Caire.

M. Morsi a été destitué et arrêté par l'armée le 3 juillet. Depuis, ses partisans réclament son retour au pouvoir et dénoncent un coup d'État.

Et ces violences sans précédent dans l'histoire récente de l'Égypte pourraient s'aggraver tant les deux parties campent sur leurs positions. Les pro-Morsi ont appelé à de nouvelles manifestations au Caire dans l'après-midi et le commandant de l'armée Abdel Fattah al-Sissi a promis une réponse «des plus énergiques» aux islamistes ayant fait le choix de la violence.

Dans le pays, les médias unanimes et une grande partie de la population qui considèrent désormais les Frères musulmans comme des terroristes, soutiennent la méthode forte de l'armée, qui a suscité à l'étranger une vague de critiques de plus en plus virulentes.

Amnesty International a dénoncé un «carnage total», et déploré la «faiblesse» des réactions internationales, alors que l'Union européenne, dont les dirigeants se sont dit prêts à «réexaminer» leurs relations avec Le Caire, tiendra une réunion ministérielle mercredi sur le sujet.

Le chef de la diplomatie saoudienne, le prince Saoud al-Fayçal, a prévenu de son côté que les pays arabes étaient prêts à compenser toute baisse de l'aide occidentale à l'Égypte.

L'Arabie saoudite, la Jordanie et l'Autorité palestinienne disent soutenir les autorités «contre le terrorisme». En revanche, le chef de la diplomatie britannique William Hague a estimé que les troubles au Moyen-Orient pourraient durer «des décennies».

Des responsables de la communauté catholique copte égyptienne ont estimé qu'une attaque «terroriste» était menée contre le peuple égyptien, récusant toute fracture séparant les chrétiens et les musulmans, qui, selon eux, les aident et les soutiennent en majorité.

Les attaques d'hier au Sinaï portent à 75 le nombre de membres des forces de l'ordre tués dans cette région instable depuis la destitution de M. Morsi, selon un décompte de l'AFP. Elles rappellent la violence islamiste orchestrée par les groupes al-Jihad et al-Gamaa al-Islamiya, qui avait fait 1 300 morts dans les années 1990.

Le gouvernement a qualifié de «terroriste» cette dernière attaque qui a été condamnée par Berlin. Un autre officier de police a été tué à Al-Arich, la capitale régionale du Nord-Sinaï. L'Égypte a ensuite de nouveau fermé le point de passage de Rafah avec la bande de Ghaza contrôlée par les islamistes du mouvement palestinien Hamas, alliés du président déchu.

Photo : DR.

Dimanche, les pro-Morsi avaient annulé des cortèges au Caire, invoquant des raisons de sécurité. Les manifestants islamistes redoutent à la fois d'être la cible des forces de l'ordre, désormais autorisées à tirer sur les manifestants qui opposent une resistance parfois armée, et des groupes d'auto-défense de résidents qui s'en prennent depuis plusieurs jours à leurs partisans.

Face aux craintes de la montée du phénomène de justice de rue et dans un apparent geste d'apaisement, le gouvernement a cependant annoncé dimanche l'interdiction de ces «comités populaires».

Ajoutant à la confusion politique dans le pays, la justice a annoncé que l'ancien président Hosni Moubarak, renversé début 2011 par une révolte populaire, avait été remis en liberté conditionnelle dans l'attente d'un procès dans une affaire de corruption. Il ne reste plus détenu que pour un dernier chef d'inculpation.

Même si l'état d'urgence et le couvre-feu nocturne restaient en vigueur, le trafic a repris lundi matin au Caire, qui a retrouvé ses habituels embouteillages. Les habitants reprenaient le chemin du travail, tandis que des magasins étaient ouverts.

Des axes de la capitale restaient contrôlés par des chars de l'armée, et le gouvernement a annoncé que les mosquées seraient désormais fermées en dehors des heures de prière, pour tenter d'éviter les rassemblements pro-Morsi.

M. Morsi était accusé par ses détracteurs et des millions de manifestants d'avoir accaparé le pouvoir au profit des islamistes et d'avoir achevé de ruiner une économie déjà exsangue.

Un porte-avions américain passe le canal de Suez

Un porte-avions américain a passé dimanche le canal de Suez en direction de la région du Golfe, alors que les relations entre les Etats-Unis et l'Egypte traversent de graves turbulences, a annoncé lundi la Marine américaine. L'USS Harry-Truman et son escorte composée de deux destroyers, deux croiseurs et vraisemblablement d'un ou plusieurs sous-marins d'attaque, doivent effectuer au cours des prochains mois des «opérations de sécurité maritime» et participer aux opérations aériennes en Afghanistan, affirme l'US Navy dans un communiqué. Il remplacera dans la zone l'USS Nimitz.

Long de près de 200 kilomètres, le canal de Suez constitue un passage stratégique entre la Méditerranée et la mer Rouge pour la Marine américaine, dont une quarantaine de navires y transitent chaque année, selon la Ve Flotte américaine, citée par USA Today.

Propriété de l'Etat égyptien, le canal est déclaré «libre et ouvert» à la navigation mais les navires militaires américains bénéficient d'un accès privilégié sans avoir à faire la queue devant les entrées du canal comme c'est le cas pour la plupart des navires, selon le quotidien.

Sollicitée par l'AFP, la Ve Flotte, responsable de la zone pour la Marine américaine, n'a pas réagi dans l'immédiat.

Cet avantage provient de la proximité des armées américaines et égyptiennes depuis la fin des années 1970. Mais leurs relations sont mises à l'épreuve depuis le renversement du président Mohamed Morsi et la répression sanglante de manifestations ces derniers jours.

A ce stade l'aide militaire annuelle de 1,3 milliard de dollars est maintenue mais, la semaine dernière, le président Barack Obama a annoncé l'annulation d'importantes manoeuvres militaires conjointes biannuelles. Le canal de Suez est d'autant plus important pour les Etats-Unis qu'ils doivent rapatrier leur matériel d'Afghanistan à mesure que leur contingent sur place se réduit. Depuis la réouverture des routes pakistanaises aux convois américains, une partie du matériel est convoyée dans les ports pakistanais et embarquée sur des navires, moyen le moins coûteux de rapatrier les équipements.

SYRIE

Pourparlers russo-américains la semaine prochaine sur une conférence de paix

Des représentants de la Russie et des Etats-Unis vont se rencontrer la semaine prochaine à La Haye pour discuter des préparatifs d'une conférence de paix internationale sur la Syrie, a indiqué lundi un vice-ministre russe des Affaires étrangères.

«Cette réunion aura lieu en milieu de semaine prochaine à La Haye», a déclaré le vice-ministre Guennadi Gatilov à l'agence Interfax.

L'émissaire spécial de l'ONU et de la Ligue arabe pour la Syrie, Lakhdar Brahimi, participera aussi à cette rencontre, selon une source diplomatique citée par l'agence officielle Itar-Tass.

Ni M. Gatilov ni cette source n'ont précisé quels responsables russes et américains participeraient aux discussions.

La conférence de paix sur la Syrie, dont l'objectif est de réunir à la table des négociations des responsables du régime syrien et de l'opposition, n'aura probablement pas lieu avant octobre, avait déclaré la semaine dernière M. Gatilov.

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov et le secrétaire d'Etat américain John Kerry se sont mis d'accord en mai sur la tenue d'une conférence internationale baptisée «Genève 2», alors que les rebelles avançaient sur le terrain. La Russie, l'un des principaux soutiens du régime du président Bachar al-Assad, avait initialement proposé que la conférence ait lieu en mai.

Depuis, la tenue de la conférence a été reportée à plusieurs reprises sur fond de contre-offensive des troupes pro-gouvernementales et l'indécision de l'opposition syrienne sur la nécessité d'y participer.

TUNISIE

Statu quo malgré les négociations

La Tunisie restait plongée hier dans sa crise politique, ni l'opposition ni les islamistes au pouvoir ne cédant sur leurs revendications après près d'un mois d'impasse et malgré de premiers pourparlers directs depuis l'assassinat d'un député.

Le conseil de la Choura, le parlement interne du parti islamiste Ennahda a indiqué tard dimanche soir après deux jours de réunion avoir entériné les positions du chef du mouvement Rached Ghannouchi qui refuse la mise en place d'un gouvernement apolitique réclamé par ses détracteurs et propose un cabinet de coalition élargie.

«Nous restons attachés à notre approche(...) nous sommes pour un gouvernement d'unité national présidé par Ennahda», a indiqué lors d'une conférence de presse Fethi Ayadi, le président de la Choura. Il a dit que son parti soutenait l'idée d'une «dialogue national», sous le parrainage du puissant syndicat UGTT, qui réclame un cabinet gouvernemental apolitique, et de la présidence de la république, qui soutient les positions d'Ennahda.

Dimanche, les islamistes avaient admis avoir participé à des pourparlers directs avec l'un des principaux dirigeant de l'opposition, Beji Caïd Essebsi, chef du parti Nidaa Tounès, ex-Premier ministre postrévolutionnaire. Cette rencontre n'a néanmoins pas permis de percée, aucun des deux camps n'ayant changé de position.

Le Front de salut national (FSN), hétéroclite coalition d'opposition allant du centre-droit à l'extrême-gauche qui organise la contestation depuis l'assassinat, attribué à la mouvance jihadiste, du député Mohamed Brahmi le 25 juillet, avait néanmoins prévu une réunion lundi après-midi.

Le chef d'Ennahda et celui de l'UGTT, Houcine Abassi devaient également se rencontrer dans la journée. Le parti Ettakatol (centre-gauche, allié d'Ennahda) a pour sa part confirmé être pour un «gouvernement non-partisan». Il n'a cependant pas annoncé pour autant son retrait du cabinet actuel.

Le chef de ce mouvement et président de l'Assemblée nationale constituante, Mustapha Ben Jaafar avait annoncé le 6 août le gel des travaux de l'ANC jusqu'au début d'un dialogue et il n'a jusqu'à présent pas annoncé de date de reprise des séances.

Photo : DR.

La coalition d'opposition, qui organise toujours des manifestations quotidiennes à Tunis, réclame, outre la mise en place d'un gouvernement apolitique, la dissolution de la Constituante.

Le gouvernement est accusé d'avoir failli sur le plan sécuritaire face à l'essor de la mouvance salafiste, mais aussi dans le domaine économique, alors que les revendications sociales étaient au coeur de la révolution de janvier 2011.

Un premier gouvernement dirigé par Ennahda avait déjà été poussé à la démission après l'assassinat de l'opposant Chokri Belaïd en février.